

Motion d'actualité et d'orientation

adoptée par l'Assemblée Générale UNIRS du 10 octobre 2019

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et Retraitées Solidaires (UNIRS) a tenu son Assemblée Générale 2019 le jeudi 10 octobre 2019 en présence de représentantes et de représentants retraité-e-s des organisations syndicales nationales membres de Solidaires et des structures départementales ou régionales de retraité-e-s Solidaires.

Depuis l'installation du nouveau Président de la République, puis de la nouvelle majorité parlementaire qui soutient sans faillir la politique gouvernementale à l'Assemblée Nationale, nous avons assisté à une accélération et à un durcissement des politiques menées depuis plusieurs décennies en France, parallèlement à ce qui se passe dans la plupart des pays de la planète. En France comme dans les principaux pays riches, il s'agit, pour les classes disposant des capitaux, de détricoter le compromis politique, économique et social admis au lendemain de la seconde guerre mondiale entre les détenteurs du capital et les représentants des couches laborieuses. En France, ce compromis a plus ou moins été admis entre 1944 et 1946. En 2007, Denis Kessler, alors vice-président du MEDEF, nous expliquait la cohérence des politiques à mener pour libérer les entreprises de ces entraves. Il louait la clairvoyance de Nicolas Sarkozy telle qu'elle lui

apparaissait à travers ses multiples réformes : « ... *Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! A l'époque se forge un pacte politique entre les gaullistes et les communistes. Ce programme est un compromis qui a permis aux premiers que la France ne devienne pas une démocratie populaire, et aux seconds d'obtenir des avancées et de cristalliser, dans des codes ou des statuts, des positions politiques acquises* ».

Le compromis politique des années 1945 est également connu sous le terme d'État providence, ou d'État social : le pays reste un pays capitaliste, les moyens de production sont toujours détenus par de riches particuliers, mais un cadre législatif et réglementaire vient limiter un peu le droit de propriété des propriétaires des outils de production, avec un droit du travail limitant les conditions d'exploitation, avec des services publics, une sécurité sociale, une relative reconnaissance du collectif de travail dans l'entreprise, avec une fiscalité relativement progressive et redistributive, etc. Désormais, les principaux détenteurs du capital sont en mesure de remettre en cause ce modèle d'organisation sociale. Cette plus grande autonomie

des détenteurs de capitaux a été rendue possible avec la mise en place progressive de la totale liberté de circulation des capitaux sur la planète, sans limites ni contrôles. Et la fin du « communisme réellement existant », à partir de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, puis de l'implosion de l'URSS, a permis à la domination du capital de s'exprimer encore plus fortement. A l'époque, certains ont même pu croire que c'était la fin de l'Histoire. Il n'en est rien. Mais nous sommes toujours dans cette période où les détenteurs du capital peuvent continuer de faire avancer le rouleau compresseur qui écrase toutes les contraintes et limites mises à leur totale autonomie. Le gouvernement Macron s'inscrit totalement dans cette phase historique.

Sa loi de Finances pour 2018 en était une caricature, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés, le plafonnement de l'imposition des dividendes, l'allègement du dispositif exit tax dissuadant les délocalisations et la suppression de l'imposition à l'ISF des patrimoines boursiers : tout a été fait pour que les riches capitalistes soient plus rapidement plus riches, pour que s'accélère la concentration des patrimoines. Et maintenant, il s'agit d'assainir les dépenses publiques, dès lors que les recettes publiques sont toujours plus amputées de ce qui n'est plus demandé aux plus riches. La nouvelle réforme des retraites devrait pérenniser l'avantage des financiers, en faisant en sorte que le « coût » collectif des retraites soit toujours limité à un certain

Tout ceci participe au climat d'anxiété qui doit planer au-dessus des têtes afin de les détourner de toute velléité de rébellion. Les insécurités sociales sont un élément de la lutte de classes : il faut que la peur soit toujours chez les mêmes. Il faut que le plus grand nombre se compare et se jalouse, se fracture et se divise, pour que les très riches soient à l'abri de toute revendication et de toute exigence de la part du plus grand nombre. C'est ainsi que nous voyons les gouvernements, celui-ci comme nombre de

La bataille culturelle se gagne aussi, par celles et ceux qui ont les manettes, qui ont les capitaux, qui ont la plupart des médias, des « experts indépendants », etc., en culpabilisant le plus grand nombre. Et nous voyons ce gouvernement exceller dans ce domaine. Là aussi, les personnes retraitées sont souvent les boucs émissaires. Nous avons pu entendre la ministre de la santé répondre aux personnels et aux responsables des services d'urgence, qu'une des causes résultait du trop grand nombre de personnes âgées dans ces services. Madame Buzyn veut donc diriger les personnes âgées vers l'hôpital public (mais c'est la même qui ferme des lits en gériatrie) et vers les établissements pour l'aide à l'autonomie (et c'est la même qui refuse les moyens financiers pour ouvrir en nombre suffisant des EHPAD publics !). Ce gouvernement, par tous ses ministères, montre combien il met l'appareil d'État au service des intérêts particuliers des plus riches, des grands groupes financiers et des multinationales. Pour protéger les personnes âgées

Malgré la multitude d'outils et d'instruments à leur disposition, les détenteurs du capital et les gouvernements qui gèrent leurs intérêts continuent de subir le regard critique d'une partie de la population. En 2018-2019, au plus fort des mobilisations organisées par les gilets jaunes, nous avons pu voir jusqu'où un gouvernement était capable d'aller, dans le mensonge, la manipulation, et les violences policières venant s'ajouter aux violences sociales ; la répression policière va de pair

pourcentage (13,8 % du PIB). L'allongement de la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein vise, par ailleurs, à maintenir plus longtemps au travail celle et ceux qui ont un emploi, et, ainsi, de maintenir hors de l'emploi une partie importante de la population. Pour Macron aussi, le chômage n'est pas un problème, c'est une des solutions. Un taux de chômage relativement important et une précarité de l'emploi et du revenu devenant la norme constituent autant de leviers pour baisser le coût du travail, aggraver les conditions de travail et d'emploi. C'est ainsi que, dans la plupart des familles ouvrières, il y a un ou une proche qui est touché : la peur s'installe partout et les résistances sociales sont plus difficiles.

précédents, lâcher des milliards d'euros en Crédit Impôt Recherche (CIR), en Crédit Impôt Compétitivité Emploi CICE), en fraude fiscale de haut vol par les paradis fiscaux, en suppression d'ISF, en baisse de la progressivité de l'impôt sur le revenu, et les mêmes, pinailler pour quelques millions d'euros pour les écoles, les crèches, les hôpitaux, les services d'urgence, les lits de gériatrie, les EHPAD, les maternités, les gares, les bureaux de poste, et même les perceptions.

de la canicule, le gouvernement démarche sa ministre (déjà Roselyne Bachelot nous invitait à « marcher à l'ombre ! »). Madame Buzyn délivre ses recommandations : boire de l'eau, rester dans des lieux frais, hydrater le corps, etc. Mais aucune politique n'est menée, de façon préventive et sérieuse, pour agir contre les canicules. En matière environnementale, les enfants doivent faire attention en se lavant les mains et les dents, mais rien n'est fait pour freiner les consommations désastreuses d'eau par l'agriculture intensive et l'industrie. Le gouvernement voulait taxer plus fortement les consommations individuelles de carburants, tout en continuant d'exonérer les grands transporteurs polluants : les navires porte-conteneurs grâce auxquels la division internationale du travail peut plus facilement s'opérer, par lesquels l'enfant du Vietnam est plus concurrentiel que l'ouvrière vosgienne ; les avions cargos qui inondent les marchés européens de produits concurrençant des produits européens.

avec une répression judiciaire, la discrimination syndicale et la criminalisation des mouvements sociaux. Bientôt, celles et ceux qui résistent seront présentés comme opposants aux choix de la majorité de la population et contre la démocratie ! Nous savons très bien que les privilégiés ne se laisseront pas facilement priver d'une partie de leurs avantages et privilèges. C'est bien cet élément là aussi que nous devons prendre en compte dans notre stratégie syndicale.

Au cours de la prochaine période, l'UNIRS continuera d'essayer d'agir avec son Union syndicale Solidaires pour participer au syndicalisme de transformation sociale : nous ne voulons pas nous résoudre au maintien d'une telle société de violence sociale, d'explosion des inégalités et des injustices, de mise en cause de la vie même sur Terre. Ensemble, nous devons continuer notre réflexion sur le sens que nous donnons au syndicalisme de transformation sociale que nous voulons faire vivre et agir. Il nous faudra, mieux qu'avant, savoir lier nos revendications

Et il nous faudra aussi poursuivre, en liaison avec l'Union syndicale Solidaires, la réflexion sur la stratégie syndicale et sur les moyens d'action. Au-delà, et à côté, de la grève (que les personnes retraitées ne peuvent plus pratiquer) et de la manifestation, le syndicalisme doit proposer et mettre en œuvre d'autres formes de résistance. Nous devons nous doter de moyens d'action propres à rassembler le plus grand nombre et à peser effectivement dans le rapport de forces. Il ne suffit pas de dire qu'un autre monde est possible, il faut aussi esquisser des lignes de force à cet autre possible, à partir de nos valeurs collectives. Il faut favoriser les éléments rassembleurs et unitaires, rejeter les discours racistes et xénophobes. Tous les gouvernements, quand les tensions sociales se développent, cherchent à détourner une partie des victimes des politiques économiques menées en faveur des détenteurs de capitaux. C'est l'attitude affreuse classique retenue aussi par le « moderne » Macron qui exhorte les députés LREM, pour éviter « d'être un parti bourgeois », d'être plus restrictifs sur le droit d'asile et sur les droits des migrants, par exemple sur l'Aide Médicale d'État

Nous continuerons de porter nos revendications pour améliorer la place des personnes retraitées dans la société : non seulement le regard qui est porté sur elles, les discours qui leur sont tenus, les caricatures qui leur sont appliquées, les politiques qui leur sont imposées. Ceci implique un autre partage des richesses entre la rémunération du capital et la rémunération du travail. Nous savons que la rémunération des dividendes est croissante, et que la France est plus riche aujourd'hui qu'au cours des années 1945-1950, quand il a été possible de mettre en place une nouvelle Sécurité sociale. Nous continuerons d'exiger la suppression de la CSG pour toutes les personnes retraitées, et l'indexation annuelle de toutes les pensions sur l'évolution des salaires. Nous continuerons d'agir pour un élargissement et un renforcement de la Sécurité sociale, avec notamment la prise en charge des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et la mise en place d'un grand service public de l'aide à

économiques, nos revendications sociales, nos revendications démocratiques et nos revendications environnementales. Avec l'Union syndicale Solidaires, et avec d'autres, il nous faudra, mieux qu'aujourd'hui, lier nos combats contre la domination de la finance, contre l'emprise du capitalisme, avec nos luttes pour une défense de la vie sur la planète : la soif, l'accumulation et la concentration des profits sont doublement intolérables en multipliant les misères humaines et sociales et en polluant et détruisant progressivement les conditions de survie de l'humanité.

(AME). La majorité parlementaire peut continuer de voter des suppressions d'impôts pour les plus riches, des textes réduisant les droits des travailleurs dans les entreprises, et d'autres cassant les services publics et la Sécurité sociale. Pour Macron, ce n'est pas ceci qui en fait un parti défendant la bourgeoisie ! Pour Macron, calquant l'extrême droite, pour satisfaire les chômeurs, il n'y a pas lieu de répartir autrement le temps de travail, pour satisfaire les pauvres, il n'y a pas lieu de répartir autrement les richesses. Pour satisfaire « la populace », il suffit de lui jeter en pâture les plus pauvres des pauvres, les plus miséreux des miséreux. Nous avons toujours à combattre ces politiques d'exclusion et de mise en cause des libertés démocratiques prônées et mises en œuvre par l'extrême droite, puis la droite extrême, puis un peu tous les gouvernements. Très souvent, les classes dominantes et celles et ceux qui les servent voient dans la dénonciation des étrangers, le racisme, les politiques discriminatoires à l'égard des migrants, etc., un moyen pour détourner une majorité de la population des luttes sociales contre la minorité privilégiée qui accumule les fortunes et les pouvoirs.

l'autonomie commun aux personnes à domicile et à celles en établissement. La santé, et la santé des personnes âgées, n'est pas une marchandise : elle ne doit pas être le lieu d'un enrichissement des investisseurs mais l'endroit d'un mieux-être pour toutes et tous. Il nous faudra, en lien avec les autres organisations de retraité-e-s du groupe des 9, et au-delà, mieux agir avec les personnels des secteurs de la santé, des urgences, de la gériatrie, de l'hôpital public, de l'aide à l'autonomie, tous ces domaines où les conditions de travail des salariées et des salariés ont des conséquences directes et immédiates sur le bien-être, ou le mal-être, des bénéficiaires des services. Plus globalement, nous devons poursuivre nos actions pour un renforcement des services publics et un élargissement de la Sécurité sociale. Celle-ci ne doit pas devenir un tremplin pour les profits des laboratoires pharmaceutiques, des cliniques privées, des compagnies d'assurances et des investisseurs dans « l'or gris ».

Avec les « actifs », notre lutte prioritaire sera d'empêcher le vote par les parlementaires d'une retraite à points qui ne pourrait qu'être néfaste à toutes et tous les travailleurs en activité, à la retraite ou au chômage. Actifs et retraités, nous aurons à promouvoir et à porter notre exigence d'une réforme des retraites permettant à chacune et à chacun de vivre dignement, un système qui garantit le montant de la pension (prestations définies), qui s'appuie sur

Au cours de la période qui s'ouvre, il nous faudra mieux coordonner nos revendications, nos mots d'ordre syndicaux et nos comportements en tant que consommateurs, usagers, clients, etc. Cette réflexion doit être menée par le syndicalisme que nous prétendons incarner. Nous pourrions la proposer aux autres organisations de retraité-e-s pour élargir la palette de nos mobilisations collectives qu'il nous faut poursuivre. La persistance des actions et manifestations du groupe des 9 est désormais un atout à maintenir et à privilégier. Ceci peut devenir un outil dans la reconquête du progrès social. Nos liens qui débutent avec d'autres équipes militantes de personnes retraitées dans d'autres pays doivent aussi être les prémisses d'échanges et de solidarités renforcés. Notre syndicalisme doit être prêt le jour où

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et Retraitées Solidaires, avec Solidaires, va agir pour « retricoter » ce qui a été détricoté par les autres : le droit du travail, la place du syndicalisme dans l'entreprise et dans la société, les services publics, la sécurité sociale, la fiscalité très progressive et redistributrice, etc.

Dans le groupe des neuf organisations de retraité-e-s, nous interviendrons pour élargir progressivement notre champ d'intervention et d'action, à la santé, à une autre répartition des richesses plus favorable à la rémunération du travail, à la situation environnementale et aux menaces qui pèsent sur la vie même. Nos actions devront dénoncer toutes les dispositions qui conduisent progressivement à exclure un nombre croissant de personnes dont, de plus en plus souvent, des

les annuités (et élimine les mauvaises années), qui redistribue cette partie de salaire socialisé aux personnes en ayant le plus besoin (distributif) afin de réduire les inégalités. Plus globalement, il nous faut imaginer des améliorations sécurité sociale du XXI^e siècle couvrant toutes les personnes vivant en France de tous les risques sociaux et économiques afin d'appliquer le principe du CNR selon lequel « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

éclatera la prochaine crise financière. Nous savons que la crise bancaire puis financière de 2008 a été mise à la charge des populations par la plupart des gouvernements. Des milliards d'euros, de dollars, etc., sont venus aider les banques en difficultés. Depuis, ce sont les États qui sont endettés, et les politiques d'austérité à l'égard du plus grand nombre se poursuivent. Aucune régulation sérieuse des capitaux n'a été mise en œuvre ; les spéculations risquées continuent d'enrichir quelques-uns. Aucune contrepartie aux milliards versés n'a été demandée aux banques. Quand la prochaine crise éclatera, nous devons savoir proposer des actions nationales et internationales convergentes pour que les responsables supportent seuls les conséquences de leurs actes.

personnes retraitées : le manque de ressources financières dans une société de plus en plus marchande, où tout s'achète et tout se vend ; une société uberisée, dématérialisée, où les rapports humains sont progressivement remplacés par des relations avec l'ordinateur et la machine ou le robot, ce qui laisse la personne seule y compris dans ses relations administratives, commerciales, de services, etc. Nos luttes communes devront progressivement se concrétiser aussi pour l'élargissement des services publics, particulièrement des services publics de proximité.

Nous continuerons d'essayer de faire vivre un syndicalisme « retraités et retraitées » actif et solidaire, pour faire aboutir nos revendications et participer à la construction d'une autre société.